

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 19 JUIN 1924.

BUDGET DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE POUR L'EXERCICE 1924 (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION SPÉCIALE (2), PAR M. PONCELET.

MESSIEURS,

Le Budget de la Justice s'élève cette année à fr. 120,952,883.54, alors que l'an dernier ce chiffre n'était que de 105,766,400 francs, soit une différence en augmentation de fr. 15,186,483.54.

Cette augmentation résulte de dépenses exceptionnelles particulièrement importantes, qui jusque là n'incombaient pas au Département :

1. Indemnités de vie chère	fr. 5,248,892
2. Douzième des traitements augmenté des allocations familiales	4,850,712
3. Subside à l'Œuvre Nationale des orphelins de la guerre	7,450,000
4. Remboursement de la dette contractée pour les économats	634,676

Quatre chiffres importants qui donnent un total de fr. 18,184,280

Il résulte de cette remarque que, sans ces nouvelles dépenses d'un caractère exceptionnel mises à charge du Budget de 1924, celui-ci aurait subi une diminution d'environ trois millions sur le budget de l'exercice précédent.

Le Sénat n'a pas modifié les propositions du Gouvernement. La Section Centrale, à son tour, propose à la Chambre de voter le Budget, tel qu'il nous a été

(1) Budget, n° 4iv,

(2) Composition de la Commission spéciale :

1^o) Les membres de la Commission permanente de la Justice et de la Législation civile et criminelle : MM. Brunet, président, Baels, Buisset, Buysse, Carton de Wiart, Colleaux, De Bue, Dejardin, Flagey, Hallet, Jennissen, Meysmans, Neven, Poncelet, Sinzot, Soudan et Van Dievoet.

2^o) Six membres nommés par les sections : MM. Golenvaux, Van Belle, Melckmans, Huysmans, Segers et De Bue.

soumis, sous le bénéfice cependant de quelques observations qui seront exposées plus loin.

Dans les sections, il n'y eut non plus que des remarques très sobres, d'un caractère plutôt administratif que budgétaire.

Nous les rappellerons au fur et à mesure de l'examen des chapitres du budget.

ADMINISTRATION CENTRALE.

Constatons une légère augmentation dans le traitement du personnel. Elle résulte, nous dit l'exposé explicatif du budget, du doublement de l'indemnité familiale.

Les fonctionnaires du Ministère de la Justice attendent, comme les autres, les propositions de la Commission chargée d'examiner la péréquation des traitements :

Des membres de la Section centrale ont attiré l'attention du Gouvernement sur l'importance et la nécessité d'un changement radical dans la fixation des barèmes. Ils insistent pour qu'il y soit fait une large part aux allocations familiales, de telle sorte qu'une partie importante des traitements soit proportionnée aux charges de famille.

A propos du personnel, une seconde observation.

L'examen de la situation déficitaire laissée par les économats rattachés au Ministère de la Justice, a révélé que des fonctionnaires du Département avaient été détachés de leur service, pour s'occuper de la gestion des dits économats.

Ceux-ci n'avaient rien d'officiel, mais on a constaté, non sans étonnement, que ces fonctionnaires ont continué à émarger au budget de la Justice, alors qu'ils étaient absorbés par des fonctions étrangères à leur service et d'un caractère tout à fait privé.

La disparition des économats a mis fin à cette anomalie ; les fonctionnaires en question sont rentrés dans les cadres, mais l'incident a donné prise à la critique et a fait dire, non sans apparence de raison, qu'il est des fonctionnaires d'une utilité douteuse, puisqu'ils ont pu, durant plusieurs exercices, être occupés à des services étrangers.

ORDRE JUDICIAIRE.

Vient la grosse question qui, depuis longtemps, constitue l'objet dominant des préoccupations du monde judiciaire : l'augmentation du traitement des magistrats.

Que d'encre a coulé sur cette question depuis deux ans !

Elle a fait, durant la présente session, l'objet d'une interpellation et elle est soumise, dans une proposition de loi, aux délibérations de la Chambre.

Tout le monde — c'est une constatation importante — est unanime à désirer qu'une solution intervienne sans délai.

Touchons-nous à cette solution ? Nous pouvons le croire, puisque M. le Premier Ministre vient de déclarer à la Chambre que la Commission chargée de présenter un projet, est en plein travail et que l'augmentation prendra cours, même si elle n'est votée que plus tard, au 1^{er} juillet prochain.

Cette déclaration n'aura pas manqué de ramener la confiance. Elle mettra fin, espérons-le, aux angoisses si légitimes de tant de magistrats, inquiets de l'avenir et qui désespéraient d'entendre jamais sonner l'heure d'une réforme si impatiemment attendue.

Quelle sera l'augmentation? Nous n'avons pas voulu provoquer une indiscretion, alors que peut-être rien n'est encore définitivement fixé; mais il est bien permis d'espérer que les propositions qui seront faites au Parlement répondront non seulement au désir unanimement exprimé de voir hausser les traitements des magistrats au niveau de la dignité et de l'importance de leurs fonctions, mais aussi à la nécessité de tenir compte, dans une large mesure, des charges de famille de chacun des intéressés.

Nous ne pouvons assez insister pour que la question soit résolue en ce sens et pour que le projet soit en tout cas déposé au plus tôt.

D'aucuns craignent encore — mais nous espérons que cette crainte n'est pas fondée — que les propositions soient de nature telle qu'elles donnent lieu à de longues discussions, soient par là même compromises et provoquent ainsi de nouveaux retards.

Il en serait ainsi, si la Commission mêlait à la question des augmentations de traitements, celle de la réorganisation judiciaire.

Nous tenons à insister pour que ces questions restent entièrement séparées et fassent l'objet d'études absolument distinctes. Elles doivent être examinées et tranchées sans établir entre elles aucun lien de dépendance, à un point de vue purement objectif et comme si chacune était seule à être résolue.

. . .

La réorganisation judiciaire est, elle aussi, soumise à l'étude.

La Commission permanente de la Justice est saisie de différents projets appelés à modifier sensiblement nos lois sur la compétence. Jusqu'ici, il n'y a eu de résolutions prises que sur quelques points spéciaux qui provoquent peu de discussion : telle, la compétence des juges de paix qu'on paraît disposé à étendre dans des proportions sérieuses. Mais il reste des questions plus délicates sur lesquelles ne s'est pas fait le même accord et qui ne manqueront pas de provoquer des débats intéressants.

Il n'est pas possible de penser à les résoudre dans la présente session; c'est pour cela que le Parlement sera dans l'obligation de voter une nouvelle prorogation de la loi temporaire qui nous régit actuellement.

Mais la réorganisation judiciaire comporte encore d'autres questions délicates : la question du juge unique et la répartition des juridictions établies.

Le Conseil de législation a élaboré un projet qui a provoqué un certain émoi. Quoiqu'il n'ait pas été communiqué officiellement au Parlement, l'on sait qu'il contenait, entre autres dispositions, non seulement la réduction du nombre des magistrats, mais aussi la suppression d'une partie notable des justices de paix.

D'autre part, la discussion qui s'est produite au Sénat nous a appris qu'il est question encore d'un autre projet, qui supprimerait, non plus des justices de paix, mais une douzaine de tribunaux de première instance.

Ces propositions peuvent, l'une et l'autre, plaire à ceux qui voient dans la

réduction du nombre des magistrats, le seul moyen de les bien payer; mais, sans examiner pour l'instant la valeur objective de pareille réforme, il ne faut pas perdre de vue qu'elle est de nature à provoquer, dans les milieux menacés par les mesures proposées, les protestations les plus vives.

Nous ne pensons pas nous tromper en affirmant qu'elles trouveront au Parlement une opposition sans merci. La Section centrale n'a pas été, jusqu'ici, saisie de ces projets; elle n'a donc pu délibérer à leur propos, mais au sein des sections, il s'est élevé des protestations significatives.

. . .

Qu'on nous permette ici une parenthèse.

Les propositions auxquelles nous venons de faire allusion, sont dues à l'initiative du Conseil de Législation.

Signalons une critique que des membres de la Commission permanente ont chargé le rapporteur d'exprimer en leur nom : elle est relative à la composition du dit Conseil.

Loin de nous la pensée que le choix de ses membres n'ait pas été inspiré par la plus entière impartialité et qu'on n'ait pas appelé à en faire partie, tous représentants éminents de l'Université, de la magistrature et du barreau.

Mais est-il admissible qu'ils aient été choisis, exclusivement, dans la magistrature et le barreau de Bruxelles ?

Le ressort de la Cour d'appel de Gand n'y a qu'un seul représentant et il ne s'y trouve personne du ressort de la Cour de Liège.

Seul le barreau de Cassation y est représenté; on n'y trouve pas un membre ni des barreaux d'appel ou de 1^{re} instance, ni des tribunaux de 1^{re} instance ou des justices de paix.

Ne serait-il pas désirable que le Conseil de législation fût recruté non seulement dans l'élite intellectuelle de la capitale, mais que des représentants autorisés des divers organismes judiciaires de tout le pays y eussent aussi leur place.

Il est en effet des questions qui demandent leur solution, non pas seulement à la science pure, mais aussi aux connaissances pratiques que donne l'expérience et qui peuvent se différencier suivant les régions et les milieux.

Et d'aucuns se demandent si certaine tendance, incontestable, à la centralisation exagérée des services de la Justice, n'est pas la conséquence de la composition même du Conseil de législation.

. * .

Nous disions que la question de la réorganisation judiciaire est à l'ordre du jour.

N'est-il pas regrettable qu'elle n'ait été soulevée que comme un expédient en vue du relèvement des traitements ?

N'est-ce pas, en effet, à ce seul point de vue qu'ont été conçus discours, études et articles publiés sur la question ?

La seule chose qui semble préoccuper les meilleurs esprits, peut s'énoncer ainsi : Combien de magistrats faut-il supprimer, pour mieux payer les autres ?

Et pourtant est-ce de cela seulement qu'il s'agit?

L'organisation judiciaire n'est-elle pas par elle-même une chose suffisamment grave et délicate à la fois, pour faire l'objet d'une étude purement objective, dégagée de toute préoccupation accessoire?

La seule question qu'il faudrait poser, n'est-elle pas celle-ci : Quelle est l'organisation qui assurera une bonne justice?

On semble ne s'y intéresser que médiocrement.

Et d'ailleurs, la question se pose-t-elle?

Qui se plaint du régime établi par nos lois ?

Sans doute, après la guerre, il a fallu songer à prendre des mesures pour parer aux nécessités créées par l'encombrement des tribunaux.

Mais aujourd'hui, y a-t-il encore encombrement?

Il semble bien que non, puisqu'on ne parle plus que de supprimer des juges, voire même des tribunaux.

Dès lors, pourquoi songer à tant de bouleversements? Pourquoi vouloir à tout prix changer de régime?

A notre avis, une seule chose est nécessaire : veiller à une meilleure répartition des affaires entre les juridictions établies.

C'est l'objet des propositions dont la Chambre est saisie et qui ont pour but de modifier nos lois sur la compétence.

Mais ne touchons à aucune de nos juridictions ! Elles ont été sagement réparties et elles sont consacrées par une longue tradition. Ne modifions pas à la légère une organisation qui tient compte de tous intérêts respectables et ne risquons pas, par des réformes intempestives, de porter atteinte à ce qu'on peut considérer comme des droits acquis.

. . .

Que si l'on veut un jour soulever le problème, ne faudra-t-il pas alors le prendre en entier?

Songent-ils, ceux qui veulent supprimer soit un grand nombre de justices de paix, soit plusieurs tribunaux, songent-ils à quelle conséquence aboutirait leur projet, si ce n'est à la concentration dans les grands centres des services de la justice?

C'est un système sans doute.

Mais est-ce bien le meilleur et est-ce bien celui qui convient à notre époque, où l'on se plaint de l'exode des campagnes vers les villes et de l'accumulation dans celles-ci, de populations grouillantes qui manquent de logement et qui finiront par manquer d'air?

Au lieu de pousser ainsi à la concentration à outrance ne vaut-il pas mieux, au contraire, décentraliser l'organisation de la justice ?

Au lieu de supprimer par en bas, ne vaudrait-il pas mieux songer à couper en haut?

On propose de supprimer des justices de paix ou des tribunaux, parce qu'ils n'ont pas grande besogne à faire. Mais ne serait-il pas préférable de chercher le remède dans une meilleure répartition des affaires, de reprendre aux tribunaux

qui en ont de trop, une partie de leur travail et de chercher à égaliser, autant que possible la tâche de nos sièges de justice ?

.
.

Et ceci nous amène à une question que l'on n'a pas jusqu'ici posée : Au lieu de supprimer des justices de paix ou des tribunaux de première instance, ne serait-il pas préférable et plus conforme aux vrais intérêts de la Justice, de songer à la réorganisation des Cours d'appel ? Et si même on ne veut se placer qu'au point de vue « économies », n'est-ce pas de ce côté qu'il faut chercher ?

Sans doute la Constitution dit qu'il n'y a que trois cours d'appel en Belgique, mais n'a-t-on pas fait la revision pour des intérêts de moindre importance ? Ne serait-ce pas un intérêt de premier ordre que d'assurer la justice aux citoyens de tout un pays, avec plus de facilités, moins de frais et peut-être plus de garanties ?

Ne peut-on être d'avis que c'est un anachronisme que d'obliger, par exemple, les justiciables du Hainaut ou d'Anvers d'aller chercher à Bruxelles une meilleure justice ? Ceux du Limbourg, de Namur ou du Luxembourg d'aller la demander à Liège et ceux de Bruges d'être à ce point de vue tributaires de Gand ?

Sans doute, on pouvait le comprendre en 1830, mais en un siècle, nos provinces ne se sont-elles pas en tous points transformées et les tribunaux qui sont chez elles, ne pourraient-ils être organisés de telle sorte qu'ils puissent, sous l'égide de la Cour de Cassation, se contrôler les uns par les autres et s'affranchir d'une tutelle étrangère, souvent éloignée, toujours très coûteuse et d'une utilité toute relative ?

Moins que personne nous ne songeons à proposer pareille révolution ; mais si nous nous permettons de signaler la question, c'est pour deux raisons :

D'abord, pour montrer que le problème de la réorganisation judiciaire est plus délicat et plus compliqué que d'aucuns semblent le croire.

Ensuite aussi, pour attirer l'attention de ceux qui, trop légèrement et sans aucun souci de l'intérêt des populations, proposent des mesures comme celles que nous rappelons plus haut : suppression des justices de paix ou suppression des tribunaux.

Qu'il soit un jour question de supprimer les Cours d'appel ou même seulement de réduire le ressort de chacune d'elles aux limites de la Province, quel scandale aux yeux de ces mêmes graves personnalités qui, aujourd'hui, parlent de la suppression d'une douzaine de tribunaux comme d'une mesure sans importance ! Quel tapage dans les trois grandes villes intéressées ! Quelle agitation dans le monde des magistrats, des avocats et de tous ceux qu'un intérêt quelconque attache à l'administration de la Justice !

Qu'on veuille bien réfléchir que supprimer dans une petite ville, le tribunal qui s'y trouve, cela provoquerait, proportions gardées, le même tapage et le même trouble ; que pareille mesure léserait au même degré et peut-être dans une plus forte proportion, les intérêts de tous ceux que leurs fonctions ou leur profession rattachent à l'organisation judiciaire ; qu'on n'oublie pas que, dans bien des cas, la présence du Tribunal constitue un élément important dans une petite ville ; que chasser de chez elle les magistrats, les avocats, les greffiers,

tous les organismes qui dépendent directement ou indirectement de la justice, ce serait lui enlever une partie de sa vie et la remettre, au mépris des droits acquis, au rang des villages qui l'entourent.

Enfin qu'on songe un peu que, si les populations rurales sont plus paisibles et n'ont pas autant que les villes ou les centres industriels, maille à partir avec la justice, ce n'est pas une raison de leur imposer plus de frais et de les priver des facilités que la loi a jusqu'ici mises à leur disposition, pour se faire rendre justice.

. . .

Serait-il digne de recourir à pareil expédient, même pour trouver les ressources nécessaires à l'augmentation des traitements et ne serait-ce pas sacrifier encore des populations déjà si oubliées, faire fi des traditions et méconnaître l'intérêt de la justice ?

Ceux qui prônent, malgré tout, ces réformes, ont-ils toujours du rôle de la justice une conception bien juste ? N'avons-nous pas lu dans maints discours ou articles de presse, que plus un juge rend de jugements, plus il doit être apprécié ?

Tel juge de paix, a-t-on dit, rend 3,390 jugements par an ; tel autre n'en rend que 97 ! Et l'on conclut : supprimez ce dernier !

Trois mille trois cent nonante jugements par an ! A raison de deux audiences de trois heures par semaine, cela donne environ cinq minutes par affaire ! Qui est le plus à plaindre ? Est-ce le juge ou le justiciable ?

Pour apprécier le rôle et l'utilité d'un juge de paix, est-ce bien au nombre des jugements qu'il faut les mesurer ?

Ne peut-on, sans passer pour un esprit paradoxal, dire au contraire que souvent le meilleur et le plus utile des juges est celui qui rend le moins de jugements ?

Le jour où chacun de nos juges aurait à rendre 3,390 jugements par an, la société serait devenue bien malade ! Au contraire quel progrès et quelle paix lorsque chacun n'aura plus à juger que 97 affaires ! Pour plaisant que cela paraisse, n'y a-t-il pas dans cette boutade plus de sérieux qu'on ne pense ? Ne perd-on pas trop de vue la véritable mission du juge de paix : la conciliation et la pacification ? Dans les villes, où il est d'une activité débordante, quelle place y a-t-il encore pour son action pacificatrice ? L'idéal ne serait-il pas au contraire, de lui rendre cette action possible dans tous les ressorts ?

. . .

Sans doute, la raison d'économie s'impose pour le Budget de la Justice comme pour les autres. Mais qu'on ne s'y trompe pas : les suppressions que l'on propose sont-elles bien une économie ? Nous nous permettons d'en douter.

Puis ne serait-il pas insensé de faire des économies au détriment de la justice ? Est-ce bien dans ce domaine d'ordre social qu'il faut glaner quelques milliers de francs, alors que dans des services beaucoup moins utiles on dépense avec largesse ?

S'il faut des ressources pour augmenter les traitements des magistrats, est-il si difficile de les trouver ? Ne peut-on pas les puiser dans les services mêmes de la Justice ?

Lors de la discussion du Sénat, on a fait bien des suggestions intéressantes.

Supposons qu'on augmente les traitements des magistrats dans la mesure que voici : augmentation générale de tous les traitements d'une somme de trois mille francs ; allocation d'une indemnité familiale de deux mille francs par ménage, augmentée de mille francs par enfant !

Comme il y a environ 900 magistrats dont 700 mariés et que ceux-ci ont ensemble 1200 enfants, pour parer à cette dépense nouvelle, il faudrait environ cinq millions.

Pour trouver ces cinq millions, ne suffirait-il pas de quelques mesures assez simples et qui n'auraient rien de bien émouvant ? Par exemple :

1. Supprimer le sursis pour les 20 décimes attachés aux condamnations correctionnelles ou de police ;

2. Etablir à charge de chaque condamné une légère contribution aux frais généraux de la justice, soit, par exemple, un franc pour chaque condamnation de police et cinq francs pour chaque condamnation correctionnelle ;

3. Prélever à charge de tous ceux qui profitent d'un jugement civil ou commercial un léger pourcentage sur l'avantage qu'ils en retirent effectivement ;

4. Etablir un droit proportionnel de mise au rôle des affaires civiles et commerciales.

On peut critiquer l'une ou l'autre de ces suggestions ; on en a fait d'autres encore. En tout cas, il nous paraît qu'il ne serait pas difficile de trouver dans cet ordre d'idées, les ressources suffisantes pour accorder l'augmentation des traitements, non seulement aux magistrats, mais même à tous les services auxiliaires de la Justice.

On objectera peut-être que la Justice est gratuite et qu'étant un service social, il convient qu'il soit mis à charge de tous les citoyens. Qui peut critiquer cependant que l'on demande une légère charge supplémentaire, soit à ceux qui en provoquent l'intervention par des infractions aux lois, soit à ceux qui en retirent un avantage particulier ?

Le service des chemins de fer est aussi un service public : tous les citoyens contribuent à la construction et à l'installation des lignes. N'empêche que chaque voyageur doit payer ses frais de voyage. Il en est ainsi dans tous les services.

Qu'on nous pardonne toutes ces observations qui ne sont évidemment que des idées personnelles que le rapporteur a pris la liberté d'exprimer sans engager en rien la majorité de la Commission de la Justice.

FRAIS DE JUSTICE.

Devons-nous exposer encore les réclamations chaque année renouvelées de la part des huissiers, les seuls serviteurs de l'État qui ne reçoivent aucun traitement ni salaire ?

La plupart ne sont pas à plaindre.

Mais il en est — nous l'avons dit souvent — qui sont des malheureux.

On ne fait rien pour eux : c'est désolant.

Le seul système qui puisse remédier à leur situation est que l'État leur serve un minimum de traitement. Jusqu'ici le Gouvernement est opposé à cette mesure. Alors que faire ?

Les huissiers de la province de Luxembourg, qui, du moins pour la plupart ne gagnent pas deux mille francs par an, ont fait durant l'année une démarche pressante auprès du Ministre. Ils attendent un geste favorable qui les tire de la misère : M. le Ministre a promis de chercher un moyen de leur venir en aide. Attendons encore !

. . .

En ce qui concerne les réclamations d'ordre plus particulier, signalons que le Tribunal de Mons demande depuis longtemps sa promotion à la première classe.

Il invoque spécialement, à l'appui de sa demande, des arguments et des chiffres d'une réelle éloquence. Nous les signalons à M. le Ministre.

CULTES.

Comme les magistrats, comme les fonctionnaires, et avec plus de raison encore, semble-t-il, les membres du clergé réclament l'augmentation de leurs traitements.

Combien ces réclamations sont justifiées ! 3,000 francs de traitement pour les desservants ! 2,400 francs pour les vicaires !

Par ces temps de vie exceptionnellement chère, comment, avec cette maigre allocation, si même on y ajoute les revenus du casuel qui, dans bien des cas, ne dépassent pas mille francs, comment nouer les deux bouts ?

Bien des curés et vicaires sont dans une misère noire, et puisque l'État s'est chargé de leurs traitements, est-il possible qu'il ne leur accorde pas une augmentation raisonnable ?

Ne pourrait-il tout au moins, pour parer au plus pressé et en attendant mieux accorder l'indemnité de vie chère à tous les membres du clergé ?

Plusieurs membres de la Section centrale ont insisté en ce sens et ont prié le rapporteur de signaler en leur nom cette demande d'augmentation.

. . .

A propos du culte, des membres s'étonnent de ce que le Gouvernement ait décidé de ne plus accorder de subsides pour la construction d'églises. Que l'on se montre parcimonieux, soit ! Mais n'est-il pas exagéré de décider en principe que l'État n'interviendra plus dans ce genre de dépenses ?

BIENFAISANCE.

Les chapitres de la Bienfaisance et de la Protection de l'Enfance constituent une des grosses dépenses du département de la Justice, soit près de 25 millions.

La Commission de la Justice n'a proposé aucune modification aux différents postes de ces chapitres.

Ils ont donné lieu cependant à des échanges de vues d'ordres divers ; les uns partisans convaincus des réformes réalisées durant ces dernières années et encourageant leur développement, les autres se montrant fort sceptiques et quelque peu effrayés des proportions que prennent les dépenses.

. . .

Des membres ont notamment répété certaines critiques déjà formulées dans les sections, notamment au sujet d'un des établissements de bienfaisance : la maternité d'Uccle.

Comme on va le voir, ce n'est pas sans raison !

La dépense d'établissement s'est élevée à environ un million.

Les dépenses annuelles s'élèvent à plus de 200,000 francs.

Or, l'établissement compte un personnel de quatorze agents, alors que le nombre des filles recueillies pour leur accouchement, se répartit comme suit :

En 1921 : 15 ; en 1922 : 28 et en 1923 : 27.

Actuellement il y a 31 filles : mais il en est qui sont dans l'établissement depuis plus de deux ans !...

N'est-ce pas vraiment un abus ?

N'est-il pas possible de secourir, autrement et à moins de frais, les quelques malheureuses réfugiées dans cet asile ?

Calcule-t-on que chaque accouchement coûte à l'État plus de 10,000 francs ?

Quelle que soit la beauté des sentiments qui aient pu inspirer les auteurs de l'institution, est-il possible de se défendre d'une réelle inquiétude vis-à-vis de pareilles exagérations ?

Ne faut-il pas supprimer, sans délai, un abus qu'il est difficile de considérer autrement que comme du gaspillage des deniers publics ?

La Section centrale demande au Gouvernement d'y mettre fin, sans s'arrêter à des considérations sentimentales qui pourraient trouver meilleure application.

. . .

Des membres de la section ont aussi réclamé des détails au sujet des exploitations agricoles des établissements d'éducation.

Il serait intéressant que, pour le prochain budget, il soit fait rapport sur la situation financière de ces exploitations.

La Commission de la Justice a visité, durant l'année, plusieurs de ces établissements et elle a constaté que ces exploitations sont dirigées avec intelligence et succès.

D'après les renseignements recueillis sur place, outre l'excellent effet moral qu'elles exercent, elles laissent au trésor un bénéfice appréciable.

. . .

Le projet de loi sur les anormaux, les récidivistes et l'adolescence coupable, est actuellement soumis à la Commission permanente de la Justice. Si la loi est votée telle qu'elle est proposée, il s'ensuivra nécessairement une augmentation des chiffres du budget de la Bienfaisance.

Nous ne voulons pas empiéter sur la discussion du projet de loi, qui a d'ardents partisans, mais qui provoque, de la part d'un certain nombre, des réserves qu'il faudra discuter.

Il n'est pas douteux, cependant, que la plupart des dispositions proposées constitueront un progrès. Le Parlement aura à décider s'il y a lieu de consentir les sacrifices d'argent que leur application demandera.

DÉPENSES EXCEPTIONNELLES.

M. le Ministre de la Justice a introduit, par voie d'amendement à son budget, un crédit de fr. 634,676.54 pour combler le déficit résultant de la gestion des économats.

C'est l'exécution d'un engagement et le Parlement ne peut qu'en permettre l'exécution.

Il n'est pas possible cependant de ne pas marquer l'étonnement d'un grand nombre des membres de la Commission, de voir que le Département de la Justice est engagé dans un organisme qui n'avait rien d'officiel et s'est laissé entraîner à prendre à sa charge des dépenses qui ne devaient en rien l'intéresser.

D'aucuns ont exprimé le regret qu'on ait distrait de leurs fonctions régulières des fonctionnaires du département pour la gestion de ces organismes privés.

Nous n'insistons pas davantage, cette question appartenant à un passé qu'il ne nous appartient plus de discuter.

*
*
*

Les autres chapitres du budget n'ont donné lieu à aucune observation.

Nous proposons donc à la Chambre d'adopter les chiffres tels qu'ils nous ont été transmis par le Sénat.

Le Rapporteur,

JULES PONCELET.

Le Président,

EM. BRUNET.

18

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 19 JUNI 1924.

BEGROOTING VAN HET MINISTERIE VAN JUSTITIE VOOR HET DIENSTJAAR 1924 (1).

VERSLAG

NAMENS DE BIJZONDERE COMMISSIE (2) UITGEBRACHT DOOR DEN
HEER PONCELET.

MIJNE HEEREN,

De Begrooting van Justitie bedraagt dit jaar fr. 120,952.883.54, tegen 105,766,400 frank, verleden jaar, of een verhooging van fr. 15,186,483.54.

Deze verhooging is het gevolg van zeer aanzienlijke uitzonderlijke uitgaven welke, tot dan toe, niet ten laste waren van het Departement :

1. Duurtebijslagen	fr. 5,248,892
2. Twaalfde der wedden vermeerderd met den gezinsbijslag. . .	4,850,712
3. Toelage aan het Nationaal Werk der oorlogswezen.	7,450,000
4. Terugbetaling van de schuld der economen	634,676

Te zamen dus . . . fr. 18,184,280

Daaruit blijkt dat, zonder deze nieuwe uitgaven van uitzonderlijken aard, ten laste gelegd van de Begrooting voor 1924, deze eene vermindering van ongeveer drie millioen zou hebben ondergaan in vergelijking met de begrooting van het vorige dienstjaar.

De Senaat heeft de Regeeringsvoorstellen niet gewijzigd. De Middenafdeeling, op hare beurt, stelt aan de Kamer voor de Begrooting aan te nemen zooals zij

(1) Begrooting, n° 4iv.

(2) Samenstelling der Bijzondere Commissie :

- 1) De leden der *Bestendige Commissie voor de Justitie en de burgerlijke en straf-rechterlijke Wetgeving* : de heeren Brunet, voorzitter, Baels, Buysse, Carton de Wiart, Colleaux, De Bue, Dejardin, Flagey, Hallet, Jennissen, Meysmans, Neven, Poncelet, Sinzot, Soudan en Van Dievoet.
- 2) *Zes leden door de Afdeelingen benoemd* : de heeren Golenvaux, Van Belle, Melckmans, Huysmans, Segers en De Bue.

ons wordt voorgesteld, onder voorbehoud, echter, van eenige bemerkingen die verder zullen uiteengezet worden.

In de afdeelingen, kwamen ook slechts zeer karige bemerkingen opdagen en deze waren meer van bestuurlijken dan van begrootingsaard.

Wij zullen er op wijzen naarmate het onderzoek van de begrootingshoofdstukken.

HOOFDBESTUUR.

Wij stellen een lichte verhooging vast in de wedden van het personeel. Deze verhooging, naar luid van de Toelichting der Begrooting, is het gevolg van de verdubbeling van den gezinsbijslag.

De ambtenaren van het Ministerie van Justitie wachten, zooals de overigen, op de voorstellen der Commissie belast met het onderzoek van den nieuwen omslag der wedden :

Leden van de Middenafdeeling hebben de aandacht van de Regeering gevestigd op het belang en de noodzakelijkheid het stelsel, waarbij de jaarwedden worden bepaald, radicaal te veranderen. Zij dringen aan opdat een ruimer aandeel wordt voorzien voor de gezinsbijslagen, zoodat een belangrijk gedeelte der wedden in verhouding zij met de gezinslasten.

Over het personeel een tweede bemerking :

Het onderzoek van den mali-toestand, gelaten door de economaten, gehecht aan het Ministerie van Justitie, bracht aan het licht dat ambtenaren van het Departement uit hun dienst waren genomen om zich bezig te houden met het beheer van gezegde economaten.

Deze waren niet officieel, doch men heeft, niet zonder verwondering, bevonden dat deze ambtenaren door de Begrooting van Justitie zijn blijven uitbetaald worden, hoewel hun tijd werd ingenomen door bezigheden die vreemd waren aan hun dienst en van gansch privaten aard.

Het verdwijnen der economaten heeft die ongerijmdheid doen ophouden ; de betrokken ambtenaren zijn binnen de kaders teruggekeerd, doch het geval gaf stof tot kritiek en er werd gezegd, niet zonder eenigen schijn van reden, dat er ambtenaren zijn wier nut kan betwijfeld worden, aangezien zij, verscheidene dienstjaren lang, met ander werk, vreemd aan hun dienst, konden bezig zijn.

RECHTERLIJKE ORDE.

Komt de groote quaestie welke, sedert langen tijd, de bezorgdheid van de rechterlijke wereld in bezorgdheid houdt : de verhooging van de wedde der magistraten.

Hoeveel inkt heeft deze quaestie niet, sedert twee jaar, doen vloeien?

Gedurende dezen zittingstijd werd er over geïnterpelleerd en een wetsvoorstel is dienaangaande bij de Kamer aanhangig gemaakt.

Iedereen, — en daar moet op gewezen worden, — iedereen is het eens om een spoedige oplossing te wenschen.

Zijn wij die oplossing nabij? Wij mogen het gelooven, daar de Eerste Minister

in de Kamer heeft verklaard dat de Commissie, die gelast is een ontwerp voor te bereiden, volop aan den arbeid is en dat de verhooging, zelfs indien ze eerst later moest goedgekeurd worden, toch vanaf 1 Juli a.st. zal ingaan.

Deze verklaring zal ongetwijfeld het vertrouwen terugbrengen. Naar wij hopen, zal zij insgelijks een einde stellen aan den billijken angst van tal van magistraten die de toekomst met ongerustheid tegemoet zien en vreesden de zoo ongeduldig verwachte hervorming te bezitten.

Hoe groot zal de verhooging wezen? Wij wilden niet onbescheiden zijn, daar wellicht nog niets vast bepaald is; niettemin durven wij hopen, dat de voorstellen in het Parlement zullen beantwoorden niet enkel aan het uitgedrukt verlangen, de wedden der magistraten overeen te brengen met de waardigheid en het belang van hun ambt, maar ook met de eischen van ieders gezinslast.

Wij dringen dus aan, opdat het vraagstuk met dien verstande worde opgelost en dat in alle geval het ontwerp ten spoedigste worde ingediend.

Sommigen vreezen ook — ofschoon zij meenen dat deze vrees ongegrond is — dat de voorstellen van zulkdanigen aard wezen, dat zij aanleiding geven tot langdurende besprekingen, daardoor zelf in gevaar worden gebracht en nieuwe verdragingen eischen.

Dat ware aldus, indien de Commissie het vraagstuk der weddeverhoogingen verbond met dat der rechterlijke herinrichting.

Wij vragen echter, dat beide vraagstukken gescheiden blijven en afzonderlijk worden bestudeerd. Deze vraagstukken moeten worden onderzocht zonder in onderling verband te worden gebracht, juist alsof ieder vraagstuk op zich zelf diende te worden opgelost.

. . .

De rechterlijke inrichting ligt ook ter studie.

Bij de Bestendige Commissie voor de Justitie zijn onderscheidene ontwerpen aanhangig, waardoor onze wetten op de bevoegdheid merklijk kunnen worden gewijzigd. Tot nog toe werden slechts besluiten genomen over enkele bijzondere punten die tot weinig betwisting aanleiding geven : aldus de bevoegdheid der vrederechters welke men blijkbaar verder wil uitbreiden.

Er zijn echter meer kiesche vraagstukken waarover men het niet eens is en ongetwijfeld besprekingen van belang zullen uitlokken.

Men kan er niet aan denken ze tijdens dezen zittijd op te lossen ; uit dien hoofde zal het Parlement verplicht zijn de tijdelijke wet die thans van kracht is, opnieuw te verlengen.

De rechterlijke herinrichting omvat nog andere belangrijke quæsties : de quæstie van den alleensprekenden rechter en de verdeeling der bestaande rechtsmachten.

De Raad voor wetgeving heeft een ontwerp uitgewerkt dat zekere ontroering heeft verwekt. Ofschoon daarvan niet officieel kennis werd gegeven aan het Parlement, weet men niettemin dat het, onder meer, niet enkel de vermindering van het getal magistraten bevat, doch ook de afschaffing van sommige vrederechten.

Anderdeels blijkt uit de bespreking in den Senaat, dat er nog spraak is van een

ander ontwerp, waardoor niet enkel vredegerichten doch ook een dozijn rechtbanken van eersten aanleg zouden afgeschaft worden.

Beide voorstellen kunnen gunstig worden onthaald bij hen die in de vermindering van het getal magistraten het eenige middel zien om ze wel te betalen; doch, zonder vooralsnu de objectieve waarde van dergelijke hervorming te willen onderzoeken, mag men niet uit het oog verliezen dat zij van aard zijn om in de bedreigde middelen hevig verzet te verwekken.

Wij meenen te mogen denken, dat zij in het Parlement op onverbiddelijk verzet zullen stuiten. Tot nog toe werden deze ontwerpen niet bij de Middenafdeeling ingediend; deze kon er dus niet over beraadslagen, doch in de afdeelingen is verzet van beteekenis opgegaan.

. . .

Laten wij hier ter loops een woord reppen over eene bijzaak.

De voorstellen, waarop wij daareven doelden, gaan uit van den Raad voor Wetgeving.

Hiermede in verband, wijzen wij op eene klacht welke wij overmaken namens de leden der Bestendige Commissie en die de samenstelling van bedoelden Raad betreft.

Wij twijfelen er geenszins aan, dat de leden met de grootste onpartijdigheid werden gekozen en dat al de leden uitnemende vertegenwoordigers zijn van de Universiteit, van de magistratuur en van de balie.

Is het echter aan te nemen, dat zij uitsluitend werden gekozen in de magistratuur en de balie van Brussel ?

Het gebied van het Hof van Beroep, te Gent, heeft er slechts een enkelen vertegenwoordiger en het Hof van Luik heeft geen vertegenwoordiger.

Alléén de Cassatie is vertegenwoordigd; geen enkel lid treft men er aan dat ingeschreven is bij een Hof van beroep of bij eene rechtbank van eersten aanleg, of deelt uitmaakt van de rechtbanken van eersten aanleg of van de vredegerichten.

Zou het niet wenschelijk wezen, dat de leden van den Raad voor Wetgeving werden aangeworven niet enkel bij de intellectuele elite der hoofdstad, maar ook bij de onderscheidene rechterlijke instellingen van gansch het land.

Er zijn immers vraagstukken welke moeten worden opgelost, niet enkel door de zuivere wetenschap, maar ook door middel van practische kennis die uit de ervaring wordt geboren en kan verschillen volgens de streek en de omgeving.

En sommigen vragen zich af, of de onbetwistbare streving naar de overdreven centralisatie der diensten van de Justitie niet het gevolg is van de samenstelling zelf van den Raad voor Wetgeving.

. . .

Wij zegden, dat het vraagstuk van de rechterlijke herinrichting aan de orde van den dag staat.

Is het niet te betreuren, dat het vraagstuk slechts werd opgeworpen als een middel om de wedden te verhoogen ?

Is het inderdaad niet dit enkel doel dat werd nagestreefd in de redevoeringen, de over dit vraagstuk uitgegeven studiën en artikelen ?

De eenige zaak welke zelfs de beste bedoelingen bezielt, kan worden samengevat in deze woorden : Hoevele magistraten moet men afschaffen om de andere beter te kunnen betalen ?

En nochtans, gaat het alleen daarover?

Is de rechterlijke inrichting niet op zich zelf een voldoende ernstig een kiesche zaak om het voorwerp te zijn van eene louter objectieve studie, ontdaan van alle bijkomende bekommernis?

Is de eenige vraag die men zou moeten stellen niet deze : Welke is de inrichting die de goede werking van het gerecht verzekert ?

Men schijnt daarin maar weinig belang te stellen.

En ten andere, moet die vraag gesteld worden?

Wie klaagt er over het stelsel door onze wetten gevestigd?

Voorzeker, na den oorlog heeft men maatregelen moeten treffen om te voorzien in de noodwendigheden geschapen door de overlasting der rechtbanken.

Maar is die toestand thans nog zoo?

Het schijnt van neen, vermits men over niets anders meer spreekt dan over het opheffen van rechten en zelfs van rechtbanken.

Waarom dan al die wijzigingen willen invoeren? Waarom wil men volstrekt van stelsel veranderen?

Naar onze meening is er eene zaak noodig : er moet gezorgd worden om eene betere verdeeling van de zaken over de bestaande rechtbanken.

Daarover handelen de voorstellen die aan de Kamer zijn onderworpen en die voor doel hebben onze wetten over de bevoegdheid te wijzigen.

Maar laten wij niet raken aan de rechtbanken. Zij worden wijselijk ingedeeld. en zij zijn bekrachtigd door eene lange traditie. Wachten wij ons lichtzinnig eene inrichting te wijzigen welke rekening houdt met alle eerbiedwaardige belangen en ons te wagen, door ontijdige hervormingen, de hand te slaan aan wat men als een verworven recht mag aanzien.

* . *

Als men eens het vraagstuk wil te berde brengen, zal men dan niet verplicht zijn het heel en al op te lossen?

Denken zij er aan, zij die hetzij een groot aantal vredegerichten, hetzij verschillende rechtbanken willen afschaffen, tot welken uitslag hun ontwerp leiden zou, zooniet tot de concentratie van de diensten van het gerecht in de groote centra?

Gewis, dat is een stelsel.

Maar is het wel het beste en is het wel datgene dat best past bij onzen tijd, nu men zoo zeer klaagt over de uitwijking van het platteland naar de steden en over de samenhooping in laatstgenoemde, van een dichte bevolking die gebrek lijdt aan woningen en straks ook aan lucht?

Is het niet verkieslijk, in plaats van aldus de overdreven concentratie in de hand te werken, de inrichting van het gerecht integendeel te decentraliseeren?

Ware het niet beter, in plaats van onderaan weg te snijden, er aan te denken bovenaan te snoeien?

Men stelt voor vredegerichten of rechtbanken af te schaffen, omdat zij niet veel werk hebben. Maar ware het niet meer verkieslijk het redmiddel te zoeken in een

betere verdeeling der zaken, en aan de rechtbanken, die er te veel hebben, te ontnemen en te trachten zooveel mogelijk de taak van onze rechtbanken gelijk te maken?

. . .

En dit leidt ons tot een vraagstuk dat tot hiertoe niet werd gesteld : Zou het niet verkieslijk zijn, en zou het tevens niet beter strooken met de ware belangen van het gerecht, te gaan denken aan de herinrichting van de Hoven van Beroep? En als men zelfs wil blijven bij het standpunt der « besparingen », is het niet langs dien kant dat er moet worden uitgezien?

Gewis, de Grondwet zegt dat er in België drie hoven van beroep zijn. Maar heeft men haar niet herzien voor belangen van geringere beteekenis? Ware het niet onder de grootste belangen te rekenen, de rechtsbedeeling voor de burgers van gansch het land te verzekeren met meer gemak, minder kosten en misschien ook met een grooteren waarborg?

Kan men niet de meening toegedaan zijn dat het een anachronisme is, b. v., de rechtsplichtigen uit Henegouw of uit Antwerpen te verplichten naar Brussel een betere rechtspraak te gaan zoeken? Diegenen uit Limburg en Luxemburg naar Luik te sturen en die uit Brugge, in dit opzicht, te doen afhangen van Gent?

Gewis, men kon dit begrijpen in 1830, maar zijn onze provinciën in een eeuw tijd niet op alle gebied veranderd en zijn de rechtbanken, die er in gelegen zijn, niet vatbaar voor eene herinrichting, op zulke wijze dat zij, onder het hooger gezag van het Hof van Cassatie, elkander kunnen controleeren en zich ontdoen van een vreemde voogdij, die dikwijls ver afgelegen is, veel kost en van een slechts betrekkelijk nut is?

Minder dan wie ook, denken wij er aan zulke omwerking voor te stellen; maar indien wij zoo vrij zijn de zaak op te werpen, dan is het om tweecërlei reden :

Vooreerst om aan te toonen dat het vraagstuk van de rechterlijke herinrichting kiescher en ingewikkelder van aard is, dan sommigen het schijnen te denken.

Vervolgens, om de aandacht gaande te maken van hen die, al te lichtzinnig en zonder de minste bezorgdheid om de belangen der bevolking, maatregelen voorstellen van den aard als deze waaraan wij hierboven herinneren : afschaffing van de vredegerechten of afschaffing der rechtbanken.

Moest er eens spraak zijn van de afschaffing der Hoven van beroep of zelfs maar van de inkrimping van het rechtsgebied van elk hunner staf tot de grenzen der provinciën, welk schandaal zou dat niet zijn in de oogen van diezelfde ernstige personaliteiten die heden spreken over de afschaffing van een dozijn rechtbanken, als gold dit een maatregel zonder belang ! Welk rumoer in de drie groote belanghebbende steden ! Welke opschudding in de wereld van de rechters, van de advocaten, van al degenen die welk belang ook hebben in het Rechtswezen !

Men gelieve wel te overdenken dat de afschaffing in eene kleine stad van de rechtbank die er haar zetel heeft, in evenredige mate dezelfde opschudding, hetzelfde rumoer zou doen ontstaan; dat dergelijke maatregel in dezelfde maat en misschien nog meer de belangen zou schaden van al wie door hun ambt of hun beroep van de rechterlijke inrichting afhangen; men vergete niet dat in zeer veel gevallen de aanwezigheid van de rechtbank een aanzienlijke belang oplevert

in een kleine stad ; dat, indien men er de rechters, de advocaten, de griffiers, al de organismen die rechtstreeks of onrechtstreeks van het rechtswezen afhangen er uit verjoeg, men aan dit stadje een deel van zijn leven zou ontnemen en men het, ten spijte van de rechten die het heeft verworven, op denzelfden rang zou terugbrengen als de dorpen die er omheenliggen.

Dat men er ten slotte ook eens aan denke dat, zoo de plattelandsbevolking vrede-lievender is en niet zooveel als in de stad of in de nijverheidscentra zaken hebben te beslechten voor het gerecht, dit geen reden is om haar meer kosten op te leggen en haar te berooven van de gelegenheden welke de wet tot hiertoe te harer beschikking heeft gesteld om recht te bekomen.

. . .

Zou het waardig zijn tot een dergelijken uitweg zijne toevlucht te nemen, zelfs om de geldmiddelen te vinden noodig tot het verhoogen der wedden en ware dit nogmaals niet eene reeds zoozeer veronachtzaamde bevolking slachtofferen, de traditiën minachten en het belang der rechtsbedeeling miskennen?

Hebben diegenen die, spijs alles, die hervormingen voorstaan, wel steeds een juist begrip van de rol van het gerecht? Hebben wij niet in menige redevoering of in dagbladartikelen gelezen dat hoe meer vonnissen een rechter velt, hoe meer hij moet worden gewaardeerd?

Deze rechter, zoo zegt men, verleent 3,390 vonnissen per jaar; gene, slechts 97! En men besluit er uit, dat de laatste moet afgeschaft worden!

Drie duizend drie honderd negentig vonnissen per jaar! Naar rato van twee terechtzittingen van drie uren per week, zou dit komen op vijf minuten per zaak! Wie is er meest te beklagen, de rechter of de rechtsplichtige?

Moet men, om de rol en het nut van een vrederechter naar waarde te schatten, hem meten naar het aantal gewezen vonnissen?

Mag men integendeel niet zeggen, zonder voor een liefhebber van paradoxes door te gaan, dat dikwijls de beste en de nuttigste rechter diegene is die het kleinst aantal vonnissen uitsprekt?

Den dag, dat ieder rechter hier te lande 3,390 vonnissen per jaar zal hebben uit te spreken, zal de maatschappij erg ziek zijn! Welke vooruitgang, welke vrede, integendeel, had ieder rechter nog slechts 97 zaken te berechten! Hoe geestig zij ook voorkome, ligt er in deze scherts niet meer ernst dan men wel denkt? Verliest men niet te veel de ware zending van den vrederechter uit het oog: verzoening en vrede stichten? Welke plaats is er nog in de steden, waar hij bedrijvig is, uitermate, voor zijn vrede stichtende actie? Ware het niet veeleer het ideaal hem de mogelijkheid te schenken op die wijze op te treden in al de rechtsgebieden?

. . .

Gewis, op de begrooting van Justitie, evenals op de andere, moet er bezuinigd worden. Dat men zich echter niet vergisse: zijn de afschaffingen welke men voorstelt wel eene bezuiniging? Wij durven er aan twijfelen.

En dan, ware het niet onzinnig besparingen te doen ten nadeele van het gerecht? Is het wel in dit domein van maatschappelijke orde dat enkele duizende

franks dienen besnoeid, terwijl men in heel wat minder nuttige diensten ruim verteert ?

Indien er geldmiddelen van noode zijn om de wedden der rechters te verhoogen, zijn die zoo moeilijk te vinden ? Kan men ze niet putten in de diensten van het gerecht zelf ?

Bij de bespreking in den Senaat, werden op dit gebied een aantal belangwekkende wenken gegeven.

Laten wij veronderstellen, dat men de wedden der magistraten verhoogde in de volgende maat : algemeene verhooging van al de wedden met 3,000 frank ; toekenning van eene gezinsvergoeding van 2,000 frank per gezin, vermeerderd met 1,000 frank per kind !

Daar er ongeveer 900 magistraten zijn, waaronder 700 gehuwd, en daar laatsbedoelden samen 1,200 kinderen hebben, zouden ongeveer vijf millioen noodig zijn om die nieuwe uitgaven te bestrijden.

Zou het niet volstaan, om deze vijf millioen te vinden, enkele zeer eenvoudige maatregelen te treffen, die ten andere niet zoo erg zouden zijn, b. v. :

1^o Het uitstel afschaffen voor de 20 decimen bij de boetstraffelijke of politie-veroordeelingen :

2^o Van elken veroordeelde een lichte bijdrage eischen in de algemeene kosten der rechtsbedeeling, zegge b. v. één frank voor elke politie-veroordeeling en vijf frank voor elke boetstraffelijke veroordeeling ;

3^o Ten laste van al wie voordeel trekt uit eene uitspraak in eene burgerlijke of handelszaak een licht procent afhouden op het werkelijk genoten voordeel ;

4^o Van de burgerlijke en handelszaken een evenredige rolrecht heffen.

Tegen één of andere dezer voorstellen kan men wel bezwaren inbrengen ; men heeft nog op andere middelen gewezen. In elk geval lijkt het ons niet moeilijk in deze orde van gedachten genoegzame geldmiddelen te vinden, niet alleen om de wedden van de magistraten te verhoogen, maar zelfs om den toestand in al de hulpdiensten van het gerecht te verbeteren.

Misschien zal men daartegen inbrengen dat de rechtsbedeeling kosteloos is en dat zij, als maatschappelijke dienst, ten laste van al de burgers dient gelegd. Wie echter kan bezwaren opperen tegen het opleggen van een lichten bijkomenden last hetzij aan diegenen die er zich aan blootstellen door eene wetsovertreding, hetzij aan diegenen die er een bijzonder voordeel uit trekken ?

De dienst der spoorwegen is ook een openbare dienst : al de burgers dragen bij tot het aanleggen en het inrichten van spoorlijnen. Dat belet niet dat elke reiziger zijn reiskosten moet betalen. Dit geldt voor al de diensten.

Men vergeve ons al die beschouwingen, die natuurlijk slechts persoonlijke gedachten zijn welke de verslaggever zoo vrij was uit te drukken zonder de meerderheid van de Commissie van Justitie er ook maar eenigszins bij te betrekken.

GERECHTSKOSTEN.

Moeten wij nog de klachten vertolken welke elk jaar uitgebracht worden door de deurwaarders, de eenige landsdienaren die wedde noch loon ontvangen ?

De meesten zijn niet te beklagen.

Doch er zijn er — wij zeiden het reeds herhaaldelijk — die ongelukkig zijn. Voor hen wordt niets gedaan : het is bedroevend.

Het eenige stelsel dat hun toestand kan verhelpen, is de toekenning door den Staat van een minimum van wedde. Tot hiertoe is de Regeering tegen dien maatregel gekant. Wat te doen in die omstandigheden?

De deurwaarders uit de provincie Luxembourg, die, meestendeels althans, geen twee duizend frank per jaar winnen, hebben in den loop van 't jaar dringende stappen gedaan bij den Minister. Zij wachten op een gunstiger maatregel die hun uit den nood zal helpen : de geachte Minister heeft beloofd een middel te zoeken om hen bij te staan. Laten wij nogmaals wachten !

* . *

Wat de bezwaren van meer bijzonderen aard aangaan, moeten wij er op wijzen dat de Rechtbank te Bergen sedert langen tijd hare bevordering tot de eerste klasse vraagt.

Tot staving van dit verzoek, voert die rechtbank beweegredenen en cijfers aan die veelbeteekenend zijn. Wij vestigen er de aandacht van den Minister op.

EEREDIENSTEN.

Evenals door de magistraten, door de ambtenaren, wordt door de leden der geestelijkheid, met meer reden nog, lijkt het, aangedrongen, om toch eene verbetering hunner bezoldiging te bekomen.

Hoe rechtmatig zijn die eischen ! 3,000 frank wedde voor de kerkbedienaren ! 2,400 frank voor de onderpastoors !

Hoe zou men, in deze buitengewoon dure tijden, van zulk een gering loon, zelfs met inbegrip van de toevallige inkomsten der pastorie, die in heel wat gevallen niet meer dan 1,000 frank bedragen, de twee eindjes kunnen aaneenknoopen ?

Een aantal pastoors en onderpastoors verkeerren in den diepsten nood ; is het dus mogelijk, sinds de Staat hunne wedden op zich heeft genomen, hun een redelijke verhooging te weigeren ?

Zou hij ten minste, om in de dringendste behoeften te voorzien en in afwachting van wat beters, den duurtebijslag niet kunnen verleenen aan al de leden der geestelijkheid ?

Verschillende leden van de Middenafdeeling hebben in dien zin aangedrongen en zij hebben den verslaggever verzocht dit verzoek om weddeverhooging aan te stippen.

* . *

In verband met de eerediensten, hebben sommige leden er hunne verwondering over uitgedrukt dat de Regeering beslist heeft geen toelagen meer te verleenen voor het bouwen van kerken. Dat men zuinig weze, goed ! Maar is het niet overdreven in beginsel te beslissen dat de Staat niet meer tot dat soort uitgaven zal bijdragen ?

WELDADIGHEID.

De Hoofdstukken betreffende de Weldadigheid en de Kinderbescherming zijn een van de groote uitgaven van het Ministerie van Justitie, zegge bijna 25 miljoen frank.

De Commissie van Justitie heeft geen wijziging voorgesteld aan de verschillende posten van die hoofdstukken.

Zij gaven nochtans aanleiding tot gedachtenwisselingen van verschillenden aard, terwijl de eenen, overtuigde voorstanders van de in deze laatste jaren verwezenlijkte hervormingen er de uitbreiding van aanprezen, en de anderen, er zeer sceptisch tegenover staande, eenigszins afgeschrikt werden door de aanzienlijke verhoudingen welke de uitgaven aannemen.

Sommige leden hebben, onder meer, zekere bezwaren geopperd welke men reeds in de afdeelingen deed gelden, wat inzonderheid één van de gestichten betreft : het gesticht voor kraamvrouwen te Ukkel.

Zooals men zal zien, bestaat er werkelijk reden toe !

De uitgave van het gesticht beliep ongeveer een miljoen.

De jaarlijksche uitgaven bedragen meer dan 200,000 frank.

Welnu, het personeel bestaat uit veertien bedienden, terwijl het aantal meisjes, die er voor hunne verlossing worden opgenomen, op de volgende cijfers wijst :

In 1921 : 15; in 1922 : 28, en in 1923 : 27.

Tegenwoordig zijn er 31 meisjes : maar sommigen zijn in het gesticht sedert meer dan twee jaar !...

Is dit geen wezenlijk misbruik ?

Is het niet mogelijk de enkele ongelukkigen, die in dit gesticht worden geholpen, op een andere, minder kostbare wijze, bij te staan ?

Denkt men er aan dat elke bevalling aan den Staat meer dan 10,000 frank kost ?

Hoe edel ook de gevoelens waren van diegenen die dit gesticht hebben tot stand gebracht, is het mogelijk niet te bekennen dat men zich waarlijk ongerust voelt tegenover dergelijke buitensporigheden ?

Moet men niet dadelijk een misbruik afschaffen dat moeilijk anders kan worden beschouwd als een verspilling van de Staatspenningen ?

De Middenafdeeling vraagt aan de Regeering er een einde aan te maken zonder zich te bekommeren om gevoelsredenen, die eigenlijk een betere toepassing kunnen vinden.

Sommige leden van de afdeeling hebben ook bijzonderheden gevraagd betreffende de landbouwbedrijven bij de opvoedingsgestichten.

Het ware belangwekkend om bij de aanstaande begrooting een verslag te lezen over den financieelen toestand van die bedrijven.

De Commissie van Justitie heeft in den loop van het jaar verschillende van die inrichtingen bezocht en zij heeft kunnen vaststellen dat die bedrijven niet doorzicht en welslagen worden bestuurd.

Volgens de ter plaatse ingewonnen inlichtingen, laten zij, benevens een uitstekend uitwerksel op zedelijk gebied, een merkelijke winst aan de Schatkist.

Het wetsontwerp betreffende de abnormalen, de recidivisten en de schuldige jeugd is thans aan de Bestendige Commissie voor de Justitie onderworpen. Indien de wet aangenomen wordt zooals zij is voorgesteld, zullen de cijfers van de begrooting der weldadigheid er noodzakelijk door verhoogd worden. Wij willen hier niet op het terrein treden van de bespreking van dit wetsontwerp, dat vurige voorstanders vindt, maar bij sommigen ook een voorbehoud waarover zal dienen gehandeld.

Het valt niet te betwijfelen, nochtans, dat de meeste van de voorgestelde bepalingen op een vooruitgang wijzen. Het Parlement zal beslissen of er gronden zijn om zich de geldelijke opofferingen te getroosten welke de toepassing er van zal vergen.

UITZONDERLIJKE UITGAVEN.

De Minister van Justitie heeft, bij wijze van amendement op zijne begrooting, een eredit van fr. 634,676.54 voorzien om het tekort te vullen, voortspruitend uit het beheer der economaten.

Dit is de tenuitvoerlegging van eene verbintenis en het Parlement kan niet anders dan zich er bij neerleggen.

Het is echter niet mogelijk te laten zien hoe verwonderd een groot aantal leden der Commissie waren, dat het Ministerie van Justitie betrokken is in een organisme dat geenszins officieel was en zich heeft laten overtuigen uitgaven te bestrijden, waarin zij niet het minste belang hadden.

Sommigen hebben hun leedwezen uitgedrukt dat men ambtenaren van het departement, tot het beheeren van die private organismen, aan hun normaal ambt heeft onttrokken.

Wij dringen niet verder aan, dewijl deze kwestie tot een verleden behoort, waarover wij niet meer bevoegd zijn een oordeel uit te spreken.

.

De overige hoofdstukken gaven geen aanleiding tot opmerkingen.

Wij stellen dus aan de Kamer voor de cijfers aan te nemen zooals zij ons door den Senaat werden overgemaakt.

De Verslaggever,

JULES PONCELET.

De Voorzitter,

EMILE BRUNET.

